

INTERPELLATION

Auteur	AdG/LA, par Gilbert Truffer, Doris Schmidhalter-Näfen, Werner Jordan et Emmanuel Amoos: Campagne pour les Jeux olympiques Sion 2026: tout mettre sur le tapis avec transparence!
Objet	Campagne pour les Jeux olympiques Sion 2026: tout mettre sur le tapis avec transparence!
Date	12.06.2018
Numéro	4.0318

Avant même la votation du 10 juin 2018 sur les Jeux olympiques, plusieurs millions de francs avaient déjà été dépensés par les différents comités en faveur des JO. Selon l'exposé du Conseil fédéral devant le Parlement, la Confédération n'a pas du tout contribué financièrement à la campagne en faveur de l'événement. Le canton a lui aussi assuré ne pas avoir donné un centime de la caisse de l'Etat pour cette campagne de propagande et de manipulation.

Dans une interview accordée à Tamedia, Jürg Stahl fait savoir que 5 à 6 millions ont déjà été dépensés jusqu'à présent. Il précise également qu'on «s'était mis d'accord au préalable pour répartir les 25 millions que coûterait au maximum la candidature à hauteur d'un tiers entre les cantons, la Confédération et Swiss Olympic.» Ainsi, quelque deux millions de francs retombent sur les cantons (surtout sur le canton du Valais).

La responsabilité de la campagne cantonale revient à la Chambre valaisanne de commerce et d'industrie. Sauf erreur, celle-ci est soutenue financièrement par le canton via un mandat de prestations. Malheureusement, le rapport annuel de la chambre, tout à fait opaque, ne fournit aucun renseignement.

Durant la campagne, des milliers de casquettes provenant de Chine ont été distribuées, ainsi que des écharpes et d'autres objets publicitaires. Des apéros financés par les communes ont été organisés en de nombreux endroits. Au lieu de se limiter à une information objective, le canton du Valais et de nombreuses communes ont organisé une véritable propagande sans pareille dans l'histoire politique valaisanne. Cette propagande est plus que problématique, tant sur le plan juridique que sur le plan politique. Les Valaisans ont sanctionné ces actions par un vote de méfiance aux urnes.

Conclusion

- Le Conseil d'Etat peut-il confirmer que les cantons doivent payer un tiers des 5 à 6 millions dépensés jusqu'à présent?
- A combien se monte la participation du canton du Valais à la campagne fédérale?
- La Chambre valaisanne de commerce et d'industrie est-elle soutenue financièrement par le canton, ou existe-t-il un mandat de prestations?
- Le Conseil d'Etat est-il prêt à exiger que la Chambre de commerce et d'industrie présente toutes les recettes et dépenses relatives à la campagne cantonale Sion 2026?
- Le Conseil d'Etat peut-il confirmer officiellement qu'il n'y a pas eu un centime issu des caisses de l'Etat versé pour la propagande en faveur de Sion 2026?
- Le Conseil d'Etat peut-il confirmer officiellement que les instruments de soutien à l'économie n'ont pas non plus entraîné le paiement d'un centime issu des caisses de l'Etat pour la propagande en faveur de Sion 2026?
- Que se passe-t-il pour les collaborateurs du canton du Valais qui ont été engagés pour la campagne? Et à combien se montent les coûts résiduels?
- Le gouvernement partage-t-il l'avis qu'une véritable propagande, qui dépasse le devoir d'information, a été organisée par le secteur public (Etat / communes) avant la votation?
- Quelles conclusions le Conseil d'Etat tire-t-il de ce vote de méfiance clair de la part des Valaisans, qui va à l'encontre de la majorité du Conseil d'Etat et d'une grosse majorité du Grand Conseil?